

The Rt. Hon. Joe Clark, P. C., M. P.
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C. P., député
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Canada
K1A 0G2

Le 28 décembre 1990

Monsieur,

Comme l'année tire à sa fin, je voulais vous mettre au courant, ainsi que les membres de votre comité, de l'évolution de la situation dans la crise du Golfe.

Lors de la dernière réunion du comité, les discussions ont porté en grande partie sur l'effet des sanctions imposées à l'Iraq et sur l'absence relative de sensibilité dont font preuve les dirigeants iraqiens à l'égard des pénuries et des problèmes causés par l'embargo international. À notre connaissance, il n'y a eu aucun changement important de la situation depuis lors : les secteurs civils de l'économie sont touchés plus sévèrement que le secteur militaire, privilégié. Le rationnement est toujours en vigueur, les prix des aliments et des biens de consommation continuent de monter, et de plus en plus d'entreprises non essentielles sont forcées de réduire ou de cesser leur production. Mais il faut surtout retenir que la coopération internationale, pour ce qui est d'imposer et de faire respecter l'embargo, s'avère très efficace, et qu'il y a peu de cas de violation des sanctions. Comme vous le savez, le Canada joue un rôle prépondérant dans l'imposition des sanctions, et jusqu'à ce jour, les navires canadiens ont intercepté 1597 vaisseaux dans le Golfe. Cela représente 25 % de toutes les interceptions effectuées par la force multilatérale.

Pourtant, bien qu'il s'agisse là des sanctions les plus complètes et les plus efficaces que la communauté internationale ait jamais appliquées, nous devons reconnaître qu'absolument rien n'indique qu'elles aboutissent aux résultats escomptés, c'est-à-dire persuader le gouvernement iraqien d'obéir aux résolutions du Conseil de sécurité. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, il est évident que les dirigeants iraqiens semblent bien moins décidés à assurer le bien-être de la population qu'à conserver les territoires qu'ils ont si mal acquis.

L'honorable John Bosley
Président,
Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur
Chambre des communes
Ottawa

c.c. Tous les membres du Comité permanent des affaires étrangères
et du commerce extérieur